



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 26/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KATOEN NATIE LOGIFARE FRANCE SA

Mégazone Moselle Est
Parc d'Activité Communautaire n°1
95 rue des chardons
57455 Seingbouse

Références : FAREBERSVILLER_LOGIFARE_2026-01-14_RAPVI_NB_02434
Code AIOT : 0006201166

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement KATOEN NATIE LOGIFARE FRANCE SA implanté Mégazone Moselle Est Parc d'Activité Communautaire n°1 95 rue des chardons 57455 Seingbouse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'inscrit dans l'action 2025 qui cible les ICPE (Installations classées pour la protection de l'environnement) pour lesquelles les déclarations GEREP (plateforme de déclaration des données d'émissions polluantes) ou GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente) sont incomplètes ou contiennent des erreurs.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KATOEN NATIE LOGIFARE FRANCE SA
- Mégazone Moselle Est Parc d'Activité Communautaire n°1 95 rue des chardons 57455 Seingbouse
- Code AIOT : 0006201166
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Katoen Natie Logifare France SA est autorisée à exploiter une plate-forme logistique d'entreposage et une station de lavage intérieur de citernes routières par arrêté préfectoral n°97 AG/2-234 du 18 novembre 1997 modifié.

Le site comprend une station de lavage de citernes routières et de silos, 3 entrepôts et 56 silos de stockage de matières plastiques.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Complétude de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4, L541-1 et L541-7-1 du code de l'environnement (partiels)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Réalisation de la déclaration GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite d'inspection, des non-conformités nécessitant des justifications ou des mesures correctives ont été relevées en matière de :

- Justesse de la déclaration GERP en matière de déchets au titre de l'année 2024 ;
- Saisie de résultats dans la grille de données prévue dans l'application GIDAF.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
Constats : L'inspection relève que si la déclaration GERE au titre de l'année 2024 a bien été effectuée, elle n'a pas été finalisée par l'exploitant. La dernière saisie a été effectuée le 7 mars 2025. Des échanges de courriels ont eu lieu entre l'inspection (courriel du 24/07/25) et l'exploitant (courriels du 07/03/25 et 25/07/25) sans aboutir. Lors de la présente visite, l'exploitant s'est connecté à l'application et montré que la déclaration ne peut être finalisée. L'inspection constate que ce blocage est lié à l'absence de commentaires de l'exploitant à propos d'une anomalie sur le volet "déchets". L'irrégularité relevée est : "le tonnage de déchets dangereux est considéré comme une valeur aberrante potentielle [...]". L'inspection constate que l'exploitant a, pour autant, déclaré ses données d'émissions polluantes et de déchets au titre de l'année 2024 avant le 31 mars 2025, il n'est pas proposé de suite administrative à ce stade. L'anomalie relevée pour le tonnage déclaré de déchets dangereux est traitée au point de contrôle suivant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Complétude de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4, L541-1 et L541-7-1 du code de l'environnement (partiels)
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : <i>Arrêté ministériel du 31/01/2008, article 4</i> [...] II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

Cette déclaration comprend :

-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;

-la quantité par nature du déchet ;

[...]

Article L541-7-1 du code de l'environnement

Tout producteur ou, à défaut, tout détenteur de déchets est tenu de caractériser ses déchets et en particulier de déterminer s'il s'agit de déchets dangereux ou de déchets qui contiennent des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou qui sont contaminés par certaines d'entre elles.

[...]

Article L541-1 du code de l'environnement

[...]

II. – Les dispositions du présent chapitre et de l'article L. 125-1 ont pour objet :

[...]

3° D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;

[...]

Constats :

L'inspection relève dans la déclaration GEREP pour 2024 (cf. point de contrôle n°1) de KATOEN NATIE LOGIFARE que :

- le tonnage de déchets dangereux déclaré est de 4,34t contre 90,94t en 2023 et 98,54t en 2022 ;
- le tonnage de déchets non dangereux déclaré est de 107,4t contre 18,48t en 2023 et 18,82t en 2022.

Comme évoqué au point de contrôle n°1 aucune justification n'a été apportée par l'exploitant sur cette évolution.

Lors de la présente visite, l'exploitant explique avoir changé la codification (liste des déchets mentionnée à l'article R. 541-7 du code de l'environnement) des flux de déchets récoltés dans le CFI (cross flow interceptor) de la station de lavage de citernes routières, ceci en concertation avec son sous-traitant. Ainsi des déchets précédemment déclarés au code 13 05 02* (déchet dangereux de boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures) ont été en 2024 déclarés 19 08 14 (déchet non dangereux de boues provenant d'autres traitements des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 13).

Par courriel du 23 octobre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection les documents ayant servis à établir la déclaration GEREPE 2024 avec en particulier :

- une synthèse 2024 des déclarations faites sur la plateforme Trackdéchets ;
- un relevé de prestation d'un sous-traitant pour 18,6t de "déchets résiduels" ;
- les rapports 2024 du lavage des citernes routières par types de résidus.

L'inspection y relève que les déchets issus du CFI, sont codifiés 19 08 09 sous Trackdéchets et non pas 19 08 14 comme déclarés sous GEREPE. La codification 19 08 09 (mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées contenant seulement des huiles et graisses alimentaires) n'est pas cohérente au regard de la nature des résidus contenus dans les citernes routières lavées : minéraux, granules ou poudres plastiques, ciment, granules et poudres alimentaires (nature non précisée) et aluminium (forme non précisée).

L'inspection constate que :

- l'exploitant ne justifie pas du choix des codes déchets employés pour les boues issues du CFI, et note que les catégories 13 (Huiles et combustibles liquides usagés) en cas de présence d'hydrocarbures ou 16 (Déchets non décrits ailleurs sur la liste) pourraient s'appliquer ;
- les caractéristiques des boues issue du CFI n'ont pas été évaluées au regard des 15 propriétés de danger (HP1 à HP15) fixées par la directive cadre déchets (directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets) ;
- les incertitudes ainsi posées sont susceptibles de nuire à la bonne caractérisation et la bonne gestion des déchets comme prescrit à l'article L541-7-1 du code de l'environnement.

À l'issue de cette visite, l'exploitant doit justifier pour les boues issues du CFI depuis 2024 :

- de leur bonne caractérisation en termes de dangerosité et de leur bonne codification conformément aux dispositions des articles L541-7-1 et connexes du code de l'environnement ;
- d'une gestion qui ne met pas en danger la santé humaine et sans nuisances pour l'environnement conformément aux objectifs du point II.3° de l'article L541-1 du code de

l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier pour les boues issues du CFI depuis 2024 :

- de leur bonne caractérisation en termes de dangerosité et de leur bonne codification conformément aux dispositions des articles L541-7-1 et connexes du code de l'environnement ;
- d'une gestion qui ne met pas en danger la santé humaine et sans nuisances pour l'environnement conformément aux objectifs du point II.3° de l'article L541-1 .

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Réalisation de la déclaration GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, télédéclaration surveillance des émissions

Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats :

En amont de la visite, l'inspection relève que les télédéclarations des résultats de la surveillance des émissions dans les eaux superficielles de l'installation ne sont pas réalisées, à l'exception de celles requises pour les PFAS.

Lors de la visite, par sondage, l'inspection constate que l'exploitant dispose des rapports d'analyses de la surveillance des émissions dans les eaux superficielles de l'installation. L'exploitant indique qu'il a des difficultés à utiliser l'application GIDAF et que les télédéclarations relatives aux campagnes "PFAS" ont été complétées par son prestataire d'analyses.

L'inspection a :

- rappelé qu'une aide est disponible à l'adresse : <https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/aide-contextuelle-gidaf#pfas> ;

- demandé à l'exploitant de téléverser les rapports d'analyses disponibles comme mesure compensatoire transitoire ;
- de réaliser, ou faire réaliser, la saisie des données dans le cadre GIDAF mis à sa disposition.

L'inspection note qu'au 7 janvier 2026, des rapports afférents à la surveillance des émissions dans les eaux superficielles de l'installation (hors PFAS) ont été téléversés sous forme de pièce jointes jusqu'en novembre 2025, sans saisies des résultats dans les cadres GIDAF prévus.

En vue du retour à la conformité, l'exploitant doit compléter ses télédéclarations dans l'application GIDAF en saisissant l'ensemble des résultats de la surveillance des émissions dans les eaux superficielles de l'installation dans la grille de donnée mise à sa disposition, complété d'un commentaire en cas d'anomalie dans les résultats.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter ses télédéclarations dans l'application GIDAF en reportant l'ensemble des résultats de la surveillance des émissions dans les eaux superficielles de l'installation dans la grille de donnée mise à sa disposition, complété d'un commentaire en cas d'anomalie dans les résultats.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois